

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-catalyseur-grec>

Le catalyseur grec

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : jeudi 5 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les décadences impériales créent de graves crises financières et économiques, provoquent des tensions insupportables dans les relations internationales, défont des commotions politiques et sociales dans les pays et régions-clés, incitent aux guerres et aux bagarres au sein des puissances qui aspirent à remplacer l'hégémonie qui s'effondre. Ou tout du moins ce fut le cas jusqu'à ce que les armes nucléaires placent au centre du problème la destruction de la planète. C'est ce que je me dis chaque fois que j'essaie de démêler ce qui se passe en ce moment avec la politique démentielle des États-Unis envers la Russie, mais pas seulement envers ce pays : contre tous les gouvernements qui peuvent menacer de près ou de loin une hégémonie néolibérale qui a déjà échoué, mais à laquelle sont accrochés les intérêts économiques et financiers que contrôlent les forces politiques à Washington.

Et lorsque ces pensées m'assaillent, ce qui arrive très souvent avec les nouvelles qui indiquent que l'on est « à trois minutes » [1] d'une guerre nucléaire, je pense aux écrits sur la décadence de l'impérialisme US du regretté historien Eric Hobsbawm, et à une compilation de textes de 2008 qui analysent la suprématie absolue qui a atteint les États-Unis avec l'effondrement de l'Union soviétique, qu'il définit comme une accumulation subite de force, extraordinaire, brutale et hostile, qui « est aussi difficile à comprendre qu'elle ne concorde pas avec la politique impérialiste menée depuis longtemps et appliquée pendant la Guerre Froide, ni avec les intérêts économiques américains. »

Et il est difficile de ne pas être d'accord avec Hobsbawm quand il ajoute que « la politique qui règne depuis peu à Washington paraît si insensée aux yeux des observateurs étrangers qu'il est difficile d'en comprendre la finalité réelle. Pour ceux qui dominent complètement ou au moins à demi le processus de prise de décision aux États-Unis, il s'agit évidemment d'affirmer une suprématie globale par la force militaire, mais l'objectif de cette stratégie demeure obscur. Est-il possible d'arriver à un résultat ? Le monde est trop compliqué pour être dominé par un seul État » [2].

Par son lien organique avec le projet néolibéral et sa participation active dans l'alliance guerrière qu'est l'OTAN, l'Union Européenne (UE) fait partie de cette politique ridicule de l'impérialisme américain, et en particulier de la politique d'agression contre la Russie. Ou tout du moins, cela a été le cas jusqu'à il y a peu de jours, lorsque sont apparus les premiers signes : la Chancelière allemande Angela Merkel a décidé de freiner un peu le manque de bon sens politique en déclarant qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire à la crise interne en Ukraine. Et accompagnée du Président français François Hollande, elle a effectué un voyage à Moscou pour chercher une « entente » avec le Président russe Vladimir Poutine.

N'est pas étranger à l'apparition de ce réalisme à Berlin et dans d'autres capitales européennes le fait que le projet néolibéral de l'UE soit plongé dans une profonde crise économique, fiscale, monétaire, politique et sociale, avec un chômage atteignant un niveau jamais vu depuis la Grande Dépression et la déflation devenue réalité. Les sanctions contre la Russie ont coûté très cher et coûteront encore plus car elles ont servi à ce que la Russie approfondisse un modèle économique alternatif et l'intégration avec la Chine et le reste des pays du BRICS, tout comme avec des pays émergents en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient.

Et tout cela se déroule quand sont déjà en place les composantes de la prochaine crise financière et économique, tant aux États-Unis que dans l'UE.

Et c'est ainsi qu'arriva Siryza !

C'est dans ce contexte que la Coalition de Gauche radicale, Siryza, a remporté les récentes élections en Grèce, et c'est ce même contexte qui peut expliquer l'impact significatif de ce triomphe électoral dans le développement des diverses crises qui affectent le modèle rigide de l'impérialisme néolibéral appliqué dans l'UE, particulièrement à travers le système monétaire dans la zone euro (ZE). L'économiste Yves Smith pense que Siryza a déjà remporté

une « victoire tactique » face à l'UE [3]. Si Siryza met son programme en application, il est évident qu'elle contribuera alors à accélérer les processus d'une prévisible décomposition de l'ordre néolibéral européen.

Le dégoût et le mépris des dirigeants de l'UE envers la décision du peuple grec se sont manifestés dès les premiers instants de l'arrivée de Siryza au gouvernement d'Athènes, lorsqu' on a inclus la Grèce dans le vote de nouvelles sanctions contre la Russie, sans même consulter le nouveau gouvernement grec pour savoir s'il donnerait son approbation.

L'UE fonctionne comme une entreprise transnationale, avec une direction qui dicte les ordres, et non comme fédéral ou centralisé mais démocratique. Pour la bureaucratie de Bruxelles, le Premier Ministre Alexis Tsipras doit être le « nouveau » gérant chargé d'appliquer en Grèce les orientations de la maison mère, soit de Bruxelles, et non un gouvernement national démocratiquement élu pour défendre les intérêts du peuple grec.

Le ministre et économiste grec Yanis Varoufakis a bien mis au clair le niveau de confrontation quand, après s'être réuni avec son homologue allemand, Wolfgang Schaueble, il a informé que « nous ne nous sommes même pas mis d'accord sur le fait que nous ne soyons pas d'accord ». Pour sa part, Tsipras s'est référé à l'attitude de l'UE lors de la première réunion avec des dirigeants de son parti, et a laissé apparaître que la Grèce « est un pays souverain, nous avons une démocratie, nous avons un contrat avec notre peuple et nous allons le respecter » [4].

Mais avant de poursuivre, il faut signaler qu'il est évident que l'UE a échoué en voulant maintenir ou améliorer les conditions sociales et économiques de ses pays membres : le chômage et la précarité du monde du travail sont massifs, l'appauvrissement des classes travailleuses et des couches inférieures des classes moyennes est indiscutable, le démantèlement de l'État-providence a été complété dans des pays comme la Grèce et l'Espagne, et l'on va dans la même direction dans le reste de l'UE.

Quant à l'objectif politique stratégique de mettre fin aux nationalismes et disputes entre les nations européennes, qui ont jusqu'à un passé récent mené à tant de guerres et de crimes de masse, l'échec est total si nous observons la montée des ultranationalismes, des revanchismes et des formes extrémistes de type fasciste qui prennent maintenant, dans beaucoup de pays de l'UE, une dimension comparable aux débuts de la montée du fascisme dans les années 1920.

A l'origine de ces échecs, il y a le manque de démocratie dans le système gouvernemental et ce fonctionnement de type patronal qui est resté clair en 2011, quand la CE a changé d'un coup de baguette magique les premiers ministres de deux gouvernements nationaux parce qu'ils n'obéissaient pas au doigt et à l'oeil aux ordres de la CE, de la BCE et du FMI, de la Troïka : Yorgos Papandreu, Premier ministre grec, remplacé par Lukas Papademos (2011-2012) et Silvio Berlusconi, Premier ministre italien, par Mario Monti (2011-2013). Autrement dit, la Troïka a délogé des gouvernants élus pour placer leurs proconsuls qui avaient fait carrière dans le système financier de Wall Street et dans l'UE.

En s'opposant à ce système, non seulement Siryza présente un exemple exceptionnel, mais elle remet en cause le système rigide de gouvernance, dont il faut au passage expliquer que c'est un terme très utilisé pour définir dans l'UE le système de gouvernement, mais qui est en réalité approprié à la verticalité du système de prise de décisions des entreprises transnationales ou des anciennes monarchies absolues, et non pour les sociétés démocratiques ou qui se définissent comme telles. [5]

Dans une certaine mesure, l'exemple de Siryza expose le système et la claudication des anciens et actuels gouvernants des pays membres. Souvenons-nous que si nous nous laissons guider par les rares et froides critiques de certains politiciens et gouvernants envers la politique de Bruxelles contre la Russie depuis 2013 et jusqu'à il y a

peu de jours, il était clair qu'il n'y avait pas de fissures dangereuses dans le consensus que l'UE, les États-Unis et l'OTAN ont créé pour soutenir le coup d'État en Ukraine et lancer les politiques agressives contre Moscou.

La critique de Siryza, qui n'a même pas eu l'opportunité de voter contre pour empêcher l'habituelle unanimité du « cimetière politique » qu'est l'UE, comme dit un ami historien, a transformé ces minuscules fissures en brèches potentiellement dangereuses, ce qui peut expliquer l'initiative inattendue d'Angela Merkel et de François Hollande de rendre visite à Vladimir Poutine dans le but de formuler un plan de solution négociée et non militaire à la grave crise ukrainienne, et qui a déjà suscité un rejet de la part du Président Barack Obama (« La crise de l'Ukraine renforce l'unité USA-UE : Obama ». Xinhua, 12 février 2015).

Ceci est plus concluant si nous intégrons dans l'analyse le fait que jusqu'à maintenant l'UE ignorait les nombreuses critiques envers cette politique anti-Russie qui provenaient d'organisations patronales, d'agriculteurs et de forces politiques progressistes. Tout à coup, et tant par le triomphe de Siryza que par l'apparition politique de Podemos en Espagne, où auront lieu des élections dans quelques mois, le consensus anti-Russie régnant dans le monde politique européen commence à s'écrouler.

Cela est bien visible en France, où dans une chute imprévisible de tout le spectre politique, depuis le Front de Gauche, en passant par le gouvernement socialiste de François Hollande, en continuant sur la droite, représentée par Nicolas Sarkozy et en arrivant à l'extrême-droite dirigée par Marine Le Pen, se manifeste clairement un rejet de la politique guerrière de Washington envers la Russie.

Mais le plus important et le plus décisif est que cette chute se vérifie dans l'opinion des gens, des jeunes et des vieux. Signalons que la voix publique rejette la perspective de laisser faire que Washington, avec l'OTAN, crée les conditions permettant une autre guerre en Europe. Et ce rejet populaire n'est pas étranger - il est même complémentaire - à ce qui existe envers les politiques d'austérité de l'UE qui appauvrissent les majorités, aux coupes budgétaires dans les services publics comme la santé, l'éducation, les retraites, etc. D'autant plus que les citoyens européens commencent à se rendre compte que la démocratie et le confort auxquels ils étaient habitués appartiennent de plus en plus au passé.

Le panorama pourra être beaucoup plus intéressant si Podemos arrive au pouvoir en Espagne, pays pesant plus que la Grèce, ce qui, en plus de renforcer la position de Siryza, représentera un encouragement fort pour la recomposition des forces populaires sous une orientation de gauche dans d'autres pays, y compris certains d'Europe Centrale et de l'Est, où le chômage et la pauvreté font des ravages démographiques et sociaux.

Quant à la politique extérieure de l'UE, le panorama dépendra de si le groupe de pays de l'ex-« camp socialiste » (Pologne, les Pays baltes, Bulgarie, entre autres) - qui font partie de l'UE et de la ZE et qui sont des instruments des politiques bellicistes de Washington et de l'OTAN envers la Russie -, continuera à jouer ce rôle ou s'ils s'adapteront à une politique de communauté pacifique.

Nombreuses sont les lectures qui ont été faites et qui seront faites du triomphe de Siryza et de la mobilisation populaire qui rassemble en Grèce. Mais il faut faire attention à ne pas trop charger les épaules du peuple grec, qui est victime des conséquences catastrophiques des politiques néolibérales de l'UE et doit réaliser, à court et à moyen terme, les tâches de survie sociale énoncées dans le Programme de Thessalonique [6], pour lequel les citoyens grecs voteront d'abord.

Autrement dit, nous devons être prudents et ne pas convertir ce triomphe électoral en clef du succès ou de l'échec de ce qui a (ou aura) lieu dans d'autres pays de l'UE, parce que le processus qui vient de s'ouvrir en Grèce est et sera pendant quelque temps une difficile lutte asymétrique, tant sur le plan interne que sur celui de l'UE.

Si Siryza respecte son programme ou fait tout pour l'appliquer malgré l'opposition et les mesures que prendront la Troïka et ses riches et puissants alliés locaux, elle rassemblera beaucoup plus d'appuis internes pour la simple raison qu'elle bénéficiera aux majorités et gagnera politiquement des appuis parce qu'elle sera vue comme l'unique parti politique qui respecte ses promesses. C'est pour cela que Tsipras souligne que la Grèce « est un pays souverain, nous avons une démocratie, nous avons un contrat avec notre peuple et nous allons le respecter ».

Dans tous les cas, il est important de souligner qu'enfin les Européens commencent à se rendre compte des risques qu'impliquent le fait d'accompagner la politique de l'impérialisme néolibéral américain, qui cherche la destruction de la Russie comme une étape cruciale pour imposer l'hégémonie mondiale, et qui pour cela aura recours à tous les moyens à sa disposition, y compris la guerre totale.

Ne nous console pas le fait de savoir que les États-Unis ont perdu toutes les guerres qu'ils ont entamées depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale [7], puisque même en perdant, ils ont laissé une telle destruction sociale, culturelle économique et politique que quatre décennies plus tard, un des peuples victorieux, celui du Vietnam, n'a pu réparer tous les dégâts qu'a provoqués le Pentagone. Une guerre contre la Russie peut se terminer en guerre nucléaire et provoquer la destruction de l'humanité, il faut donc l'éviter à tout prix.

Alberto Rabilotta para [Alai-Amlatina](#) y [El Correo](#)

[El Correo](#). Buenos Aires, 12 février 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Amélie Marin

[El Correo](#). Paris, le 5 mars 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] *The Doomsday Clock is ticking again. It is now three minutes to 'midnight,' a.k.a the end of humanity.* , Washington Post, 22 janvier 2015.

[2] Eric Hobsbawm, « L'Empire, la démocratie, le terrorisme » (2008, édition de André Versaille et Le Monde Diplomatique, Paris, chapitre « Où va l'Empire Américain ? », page 167.

[3] [Is Siryza about to Score a Tactical Win Against the Troika](#) par Yves Smith. Naked Capitalism, February 9, 2015.

[4] « Tsipras : *No nos dejaremos chantajear* ». Pagina 12, Buenos Aires, 6 février 2015.

[5] Gouvernance : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance>

[6] Programme de Thessalonique

[\[7\]](#) « *Since the U.S. Military Lost the Last Two Wars It Fought, Is There Reason to Think « Boots on the Ground » Anywhere Is a Good Idea ?* »